

3° Artikel 12 wordt vervangen door hetgeen volgt: "Dit systeem zal aan het einde van het schooljaar 2023-2024 door de regering worden geëvalueerd om de doeltreffendheid en de relevantie ervan te waarborgen in het kader van de versnelde invoering van digitaal onderwijs in de Franse Gemeenschap."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 18 november 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 300-1. — Commissieverslag, nr. 300-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 300-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 november 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/22504]

18 NOVEMBRE 2021. — Décret réglant les allocations d'études

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Des principes et du champ d'application

Article 1^{er}. Le Gouvernement accorde une allocation d'études à l'élève qui suit l'enseignement secondaire de plein exercice ou à l'étudiant qui suit l'enseignement supérieur de plein exercice, pour autant qu'il soit considéré comme étant de condition peu aisée et selon les conditions fixées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent décret est applicable à l'élève ou l'étudiant belge inscrit dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Est assimilé à l'élève ou l'étudiant belge :

1. tout citoyen de l'Union qui séjourne sur le territoire ainsi que les membres de sa famille, conformément à l'article 24, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des Membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres ;

2. l'enfant d'un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse qui peut se prévaloir des dispositions des articles 7, paragraphe 2, ou 10 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union.

§ 3. Le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'élève belge qui suit des études dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour autant que ces études soient reconnues comme des études d'enseignement secondaire par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme de niveau équivalent à un diplôme délivré par les établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'élève belge qui suit des études dans un Etat situé en-dehors de l'Union européenne pour autant que ces études soient reconnues comme des études d'enseignement secondaire par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme de niveau équivalent à un diplôme délivré par les établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et qui ne peut être obtenu auprès desdits établissements.

§ 4. Le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'étudiant belge qui suit des études dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour autant que ces études soient reconnues comme des études d'enseignement supérieur de plein exercice par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement supérieur et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme d'enseignement supérieur de niveau équivalent à un diplôme délivré à l'issue d'une formation initiale de bachelier ou de master par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice reconnus par la Communauté française.

Le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'étudiant belge qui suit des études dans un Etat situé en-dehors de l'Union européenne pour autant que ces études soient reconnues comme des études d'enseignement supérieur de plein exercice par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement supérieur et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme d'enseignement supérieur de niveau équivalent à un diplôme délivré à l'issue d'une formation initiale de bachelier ou de master par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice reconnus par la Communauté française et qui ne peut être obtenu auprès desdits établissements.

§ 5. Le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'élève ou l'étudiant ressortissant d'un autre Etat que ceux visés à l'article 2, § 2, qui réside en Belgique et y fait des études, pour autant qu'au 31 octobre de l'année scolaire ou académique pour laquelle l'allocation d'études est sollicitée :

a) soit, l'élève ou l'étudiant ou son représentant légal s'il est mineur est reconnu réfugié, apatride ou bénéficiaire de la protection subsidiaire par le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ou par le Conseil du Contentieux des Etrangers depuis au moins un an ;

b) soit l'élève ou l'étudiant réside en Belgique depuis au moins cinq ans.

Par « résider en Belgique », il faut entendre le fait de disposer d'un titre de séjour légal de plus de trois mois sur le territoire belge conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 3. Sauf en vue d'obtenir un certificat de qualification dans une autre orientation d'études dans l'enseignement secondaire qualifiant, il ne peut être accordé d'allocation d'études à l'élève ou à l'étudiant qui a déjà obtenu un diplôme d'un niveau égal ou supérieur, qu'il ait ou non bénéficié, à cette fin, d'une allocation d'études.

Le bénéfice d'une allocation d'études est accordé en cas d'inscription à une année préparatoire aux études supérieures auprès d'un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

En ce qui concerne l'Enseignement supérieur, il ne peut être accordé d'allocation d'études en cas d'inscription à des études de doctorat.

Art. 4. Pour l'application du présent décret, est considéré de condition peu aisée l'élève ou l'étudiant dont les ressources ou celles des personnes qui en ont la charge fiscale ou pourvoient à son entretien n'excèdent pas le montant fixé par le Gouvernement. Ce dernier établit les critères en vue de la détermination du montant de ces allocations d'études et fixe les conditions et modalités suivant lesquelles sont octroyées ces allocations d'études.

Art. 5. L'élève de condition peu aisée de l'enseignement secondaire peut prétendre à une allocation d'études, pour l'année scolaire en cours, s'il produit une attestation prouvant qu'il est régulièrement inscrit dans son année d'études auprès d'un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'étudiant de condition peu aisée de l'enseignement supérieur peut prétendre à une allocation d'études, pour l'année académique en cours, s'il produit une attestation d'inscription définitive auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française à une formation initiale menant à la délivrance d'un grade académique de bachelier ou de master ou à une formation initiale menant à la délivrance du grade académique d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

L'allocation d'études ne peut être employée que pour couvrir des frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou leur représentant légal, auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins.

Art. 6. Un élève ou étudiant ne peut bénéficier que d'une seule allocation d'études à charge de la Communauté française pour une même année scolaire ou académique. Il ne peut en outre cumuler celle-ci, pour la même année scolaire ou académique, avec une allocation d'études octroyée par un autre pays.

Les allocations d'études sont versées dans le courant de l'année scolaire ou académique en cours.

CHAPITRE II. — De la demande, de l'annulation et du recouvrement d'une allocation d'études

Art. 7. La demande d'allocation d'études est introduite par l'élève ou l'étudiant ou par son représentant légal, auprès de l'administration en charge des allocations d'études, entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre de l'année scolaire ou académique concernée, sauf cas exceptionnels définis par le Gouvernement.

L'élève ou l'étudiant ou son représentant légal est l'interlocuteur unique pour ce qui est de la gestion et du suivi de la demande d'allocation d'études.

Sur production d'une ordonnance du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse, la personne qui pourvoit à l'entretien de l'élève ou de l'étudiant peut, en cas de carence du représentant légal, présenter une demande d'allocation d'études.

Les décisions concernant la demande sont prises dans un délai de trois mois à dater de la complétude du dossier et sont notifiées sans délai à l'intéressé par l'administration en charge des allocations d'études.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement annule la décision ayant accordé l'allocation d'études lorsque le bénéficiaire ne satisfaisait pas, au moment de l'octroi de l'allocation d'études, à l'une des conditions requises par le présent décret et ses arrêtés d'exécution ou s'il a obtenu ladite allocation sur la foi de déclarations sciemment inexactes, contradictoires ou incomplètes.

Dans ces cas, le remboursement intégral de l'allocation d'études est réclamé.

Un intérêt de 12% est exigé si le bénéficiaire a obtenu l'allocation d'études sur la foi de déclarations sciemment inexactes, contradictoires ou incomplètes. Il est appliqué à partir du premier du mois suivant la date de perception de l'allocation d'études.

§ 2. Le Gouvernement annule la décision ayant accordé l'allocation d'études lorsque, sans motif valable, le bénéficiaire abandonne ses études.

Le bénéficiaire rembourse dans ce cas l'allocation d'études perçue, au prorata des pourcentages suivants :

- 80 % du montant de l'allocation d'études accordée lorsque l'arrêt des études a lieu avant le 1^{er} janvier qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée ;

- 50 % du montant de l'allocation d'études accordée lorsque l'arrêt des études a lieu après le 1^{er} janvier.

Par motifs valables, il faut entendre :

- le décès du bénéficiaire ;

- le décès d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou l'ayant déclaré fiscalement à sa charge ;

- la perte de l'emploi principal, sans qu'une indemnité soit allouée, ou la cessation de toute activité lucrative du bénéficiaire ou d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou l'ayant déclaré fiscalement à sa charge ;

- la mise au chômage, pendant trente jours consécutifs au moins, du bénéficiaire ou d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou l'ayant déclaré fiscalement à sa charge ;

- la maladie du bénéficiaire ou d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou l'ayant déclaré fiscalement à sa charge, attestée par un certificat médical, ne lui permettant pas de mener à bonne fin l'année scolaire ou académique.

§ 3. La décision d'annulation et la demande de remboursement qui s'ensuit sont notifiées au débiteur par envoi recommandé, mentionnant :

- les paiements faits et leur date ;
- les motifs pour lesquels le remboursement est exigé ;
- la somme totale réclamée ;
- le délai dans lequel le remboursement doit être effectué.

§ 4. Conformément à l'article 54 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, des facilités de paiement peuvent être accordées au bénéficiaire.

Art. 9. L'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales est chargée d'office de poursuivre, conformément aux dispositions de la loi domaniale du 22 décembre 1949, le recouvrement des allocations d'études exigé en tout ou en partie.

Art. 10. Sont acquises définitivement aux bénéficiaires, pour autant qu'elles n'aient pas été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou des déclarations sciemment inexactes, contradictoires ou incomplètes, les sommes payées indûment par l'administration en charge des allocations d'études, si le remboursement n'en est pas exigé dans les cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire sur lequel la dépense est imputée.

CHAPITRE III. — *De la réclamation et du recours*

Art. 11. L'élève ou l'étudiant ou son représentant légal qui conteste toute décision du Gouvernement liée à la mise en œuvre du présent décret peut introduire une réclamation auprès de celui-ci en l'adressant à l'administration dont l'adresse figure sur le site internet dédié aux allocations d'études et dans les courriers administratifs.

Sur production d'une ordonnance du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse, la personne qui pourvoit à l'entretien de l'élève ou de l'étudiant peut, en cas de carence du représentant légal, introduire la réclamation.

Sous peine d'irrecevabilité, la réclamation, dûment motivée, est introduite par envoi recommandé dans les trente jours qui suivent la notification de la décision.

Le Gouvernement statue sur la réclamation dans les trente jours de sa réception. Sa décision est notifiée par envoi recommandé.

Art. 12. § 1^{er}. En cas de rejet de la réclamation, l'élève ou l'étudiant ou son représentant légal peut introduire un recours auprès du Conseil d'appel des allocations d'études. Celui-ci a le statut d'autorité administrative indépendante.

Sur production d'une ordonnance du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse, la personne qui pourvoit à l'entretien de l'élève ou de l'étudiant peut, en cas de carence du représentant légal, introduire le recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours motivé est introduit par envoi recommandé dans les trente jours qui suivent la notification de la décision visée à l'article 11, alinéa 4.

Lorsqu'une réclamation est introduite auprès du Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne, dans le délai visé à l'alinéa 3, ce délai est suspendu.

La partie non écoulée de ce délai prend cours soit au moment où le réclamant est informé de la décision de ne pas traiter ou de rejeter sa réclamation, soit à l'expiration d'un délai d'un mois qui prend cours à compter de l'introduction de la réclamation, si la décision n'est pas intervenue plus tôt.

§ 2. Le Conseil d'appel des allocations d'études se compose :

1. d'un magistrat, président ;
2. d'un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
3. d'un représentant de l'enseignement officiel subventionné ;
4. d'un représentant de l'enseignement libre subventionné confessionnel ;
5. d'un représentant de l'enseignement libre subventionné non confessionnel ;
6. de deux représentants du Ministre en charge des allocations d'études ; 7° de deux représentants des organisations représentatives des étudiants.

Les membres repris aux 2°, 3°, 4°, 5° et 7° ci-dessus sont choisis par priorité parmi les membres du Conseil supérieur des allocations d'études.

Les membres repris au 6° ne peuvent faire partie ou avoir fait partie de l'administration en charge des allocations d'études.

Le président et les membres du Conseil d'appel des allocations d'études sont nommés par le Gouvernement.

Le mandat des membres est renouvelable. Il est de cinq ans sauf pour les représentants des organisations représentatives des étudiants pour lesquels il est de deux ans.

En cas de décès ou de démission du président ou d'un membre, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Deux suppléants sont désignés pour le membre repris au 1° ci-dessus. Un suppléant est désigné pour chaque autre membre du Conseil d'appel des allocations d'études.

Le secrétariat du Conseil d'appel est assuré par un agent de l'administration en charge des allocations d'études. Il siège sans voix délibérative.

Le Gouvernement fixe la procédure et le fonctionnement du Conseil d'appel des allocations d'études.

CHAPITRE IV. — *De l'administration en charge des allocations d'études*

Art. 13. L'administration en charge des allocations d'études peut obtenir tous les renseignements utiles en vue de l'application du présent décret.

CHAPITRE V. — *Du conseil supérieur des allocations d'études*

Art. 14. § 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur des allocations d'études, chargé de rendre un avis, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur les questions relatives aux allocations d'études.

§ 2. Le Conseil supérieur des allocations d'études est en tout cas consulté :

1° sur la politique générale en matière d'allocations d'études ;

2° sur les projets de modifications décrétales ou réglementaires relatifs à la matière des allocations d'études.

Dans ces cas, le Conseil supérieur des allocations d'études émet son avis au plus tard dans les 60 jours après avoir été saisi d'une demande d'avis.

Pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis dans un délai plus court.

§ 3. Le Conseil supérieur des allocations d'études se compose :

1° de deux représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française ;

2° de deux représentants de l'enseignement officiel subventionné ;

3° a) de trois représentants de l'enseignement libre subventionné confessionnel ;

b) d'un représentant de l'enseignement libre subventionné non confessionnel ;

4° d'un représentant des associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire officiel subventionné ;

5° d'un représentant des associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire libre subventionné ;

6° de trois représentants des organisations représentatives des étudiants, dont un pour les universités, un pour les hautes écoles et un pour les écoles supérieures des arts ;

7° de deux représentants de la Commission Vie étudiante, démocratisation et affaires sociales (CoVEDAS) de l'ARES qui ne sont pas des représentants des organisations représentatives des étudiants ;

8° du fonctionnaire général ayant en charge les allocations d'études dans ses attributions ou de son représentant.

Un suppléant est désigné pour chaque membre du Conseil supérieur des allocations d'études.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs et les membres suppléants et, parmi les membres effectifs visés aux points 1° à 3°, un président et deux vice-présidents.

Le secrétariat du Conseil supérieur des allocations d'études est assuré par un agent de l'administration en charge des allocations d'études.

Le mandat des membres est renouvelable. Il est de cinq ans sauf pour les représentants des organisations représentatives des étudiants pour lesquels il est de deux ans.

Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

En fonction des points mis à l'ordre du jour, le Conseil supérieur des allocations d'études, dans le cadre de ses missions, peut inviter des experts.

§ 4. Le Conseil supérieur des allocations d'études est convoqué par son président, soit à la demande du Gouvernement, soit à la demande d'un tiers des membres.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour.

§ 5. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur des allocations d'études.

CHAPITRE VI. — *Du rapport annuel*

Art. 15. L'administration en charge des allocations d'études publie un rapport annuel sur ses activités ainsi que sur celles du Conseil d'appel et du Conseil supérieur des allocations d'études.

CHAPITRE VII. — *Du traitement des données à caractère personnel*

Art. 16. Le traitement des données à caractère personnel a lieu avec pour finalité de permettre l'exécution du présent décret.

L'administration en charge des allocations d'études est responsable du traitement des données.

Les données traitées sont les données à caractère personnel, nécessaires à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, telles que les données d'identification du demandeur, du bénéficiaire et des membres de la composition de ménage, les données relatives au diplôme de l'élève ou de l'étudiant, et les données fiscales et bancaires nécessaires à l'examen de la demande.

Les données des dossiers relatifs aux allocations d'études sont conservées pendant 7 ans à dater de l'introduction de la demande d'allocation d'études.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 17. Pour les allocations d'études relatives à l'année scolaire et académique 2021-2022, le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'élève belge qui suit des études à l'étranger pour autant que :

1° soit ces études soient reconnues comme des études d'enseignement secondaire par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme de niveau équivalent à un diplôme délivré par les établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et qui ne peut être obtenu auprès desdits établissements ;

2° soit ces études soient suivies dans un établissement d'enseignement secondaire étranger qui est plus proche de son domicile qu'un établissement d'enseignement secondaire en Communauté française proposant des études ayant une finalité comparable.

Pour les allocations d'études relatives à l'année scolaire et académique 2021-2022, le bénéfice d'une allocation d'études est étendu à l'étudiant belge qui suit des études à l'étranger pour autant que :

1° soit ces études soient reconnues comme des études d'enseignement supérieur de plein exercice par les autorités du pays visé compétentes en matière d'enseignement supérieur et qu'elles soient sanctionnées par un diplôme d'enseignement supérieur de niveau équivalent à un diplôme délivré à l'issue d'une formation initiale de bachelier ou de master par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice reconnus par la Communauté française et qui ne peut être obtenu auprès desdits établissements ;

2° soit ces études soient suivies dans un établissement d'enseignement supérieur étranger qui est plus proche de son domicile qu'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice en Communauté française proposant des études ayant une finalité comparable.

Art. 18. Pour les allocations d'études relatives à l'année scolaire et académique 2021-2022 et les années précédentes, les modalités de remboursement sont celles prévues aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1991 fixant les modalités de remboursement des allocations d'études.

Art. 19. L'article 15 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, reste d'application jusqu'au 31 décembre 2021.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 20. La loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études est abrogée.

Art. 21. L'arrêté royal du 16 novembre 1972 déterminant les différents niveaux d'études est abrogé.

Art. 22. L'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, aux élèves et d'étudiants poursuivant leurs études à l'étranger est abrogé.

Art. 23. L'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, à certaines catégories d'élèves et d'étudiants étrangers qui résident en Belgique et y font des études est abrogé.

Art. 24. Le décret du 8 juin 1983 accordant des prêts d'études aux familles comptant au moins trois enfants à charge est abrogé.

Art. 25. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles comptant au moins trois enfants à charge est abrogé.

Art. 26. Le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983 est abrogé.

Art. 27. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'études aux élèves des Conservatoires royaux de musique et de l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale est abrogé.

Art. 28. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1991 fixant les modalités de remboursement des allocations d'études est abrogé.

Art. 29. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 août 1994 fixant les conditions pédagogiques d'octroi des allocations d'études aux élèves de l'enseignement spécial secondaire est abrogé.

Art. 30. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} juillet 2021, à l'exception des articles 2, §§ 3 et 4, et 8, § 2, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2022 exclusivement pour les allocations d'études relatives à l'année scolaire et académique 2022-2023 et les années suivantes, et de l'article 12, § 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 novembre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur
Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 298-1. – Amendement(s) en commission, n° 298-2 - Rapport de commission, n° 298-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 298-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 novembre 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22504]

18 NOVEMBER 2021. — Decreet tot regeling van studietoelagen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Beginselen en toepassingsgebied*

Artikel 1. De regering kent een studietoelage toe aan een leerling die secundair onderwijs met volledig leerplan volgt of aan een student die hoger onderwijs met volledig leerplan volgt, op voorwaarde dat hij of zij als minvermogenend wordt beschouwd en overeenkomstig de voorwaarden bepaald in dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 2. § 1. Dit decreet is van toepassing op Belgische leerlingen of studenten die zijn ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichting of -instelling.

§ 2 Wordt gelijkgesteld met een Belgische leerling of student:

1. iedere burger van de Unie die op het grondgebied verblijft en zijn familieleden, overeenkomstig artikel 24, paragraaf 1, van Richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden;

2. het kind van een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, van een staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, dat gerechtigd is een beroep te doen op de bepalingen van artikel 7, paragraaf 2, of artikel 10 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie.

§ 3. Het verkrijgen van een studietoelage wordt uitgebreid tot Belgische leerlingen die studies volgen in een andere Lidstaat van de Europese Unie, voor zover deze studies door de overheden bevoegd voor het onderwijs van het betrokken land als studies van secundair onderwijs worden erkend en bekrachtigd worden met een diploma van een niveau dat gelijkwaardig is aan dat van de inrichtingen voor secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Het verkrijgen van een studietoelage wordt uitgebreid tot Belgische leerlingen die studies volgen in een staat buiten de Europese Unie, voor zover deze studies door de overheden bevoegd voor het onderwijs van het betrokken land als studies van secundair onderwijs worden erkend en bekrachtigd worden met een diploma van een niveau dat gelijkwaardig is aan dat van de inrichtingen voor secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en dat niet verkregen kan worden bij genoemde inrichtingen.

§ 4. Het verkrijgen van een studietoelage wordt uitgebreid tot Belgische leerlingen die studies volgen in een andere Lidstaat van de Europese Unie, voor zover deze studies door de overheden bevoegd voor het hoger onderwijs van het betrokken land als studies van hoger onderwijs met volledig leerplan worden erkend en bekrachtigd worden met een diploma van hoger onderwijs van een niveau dat gelijkwaardig is aan het diploma dat wordt uitgereikt aan het eind van een initiële bachelor- of masteropleiding door instellingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Het verkrijgen van een studietoelage wordt uitgebreid tot Belgische leerlingen die studies volgen in een staat buiten de Europese Unie, voor zover deze studies door de overheden bevoegd voor het hoger onderwijs van het betrokken land als studies van hoger onderwijs met volledig leerplan worden erkend en bekrachtigd worden met een diploma van een niveau dat gelijkwaardig is aan dat van de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en dat niet verkregen kan worden bij genoemde instellingen.

§ 5. Het voordeel van de studietoelage wordt uitgebreid tot een leerling of student die onderdaan is van een andere Staat dan die bedoeld in artikel 2, § 2, die in België verblijft en er studeert, op voorwaarde dat op 31 oktober van het school- of academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd:

a) ofwel de leerling of student, of zijn wettelijke vertegenwoordiger indien deze minderjarig is, ten minste één jaar erkend is als vluchteling, staatloze of begunstigde van subsidiaire bescherming door het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

b) ofwel de leerling of student ten minste vijf jaar in België heeft verbleven.

Onder "verblijven in België" wordt verstaan het beschikken over een wettelijke verblijfsvergunning van meer dan drie maanden op het Belgisch grondgebied overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 3. Behalve met het oog op het behalen van een bekwaamheidsgetuigschrift in een andere studierichting in het kwalificerend secundair onderwijs, kan geen studietoelage worden toegekend aan een leerling of student die reeds een diploma van gelijk of hoger niveau heeft behaald, ongeacht of hij daartoe een studietoelage heeft ontvangen.

Het voordeel van een studietoelage wordt toegekend in geval van inschrijving in een voorbereidend jaar voor het hoger onderwijs bij een secundaire school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

Wat het hoger onderwijs betreft, kan geen studietoelage worden toegekend voor de inschrijving voor een doctoraatsstudie.

Art. 4. Voor de toepassing van dit decreet wordt een leerling of student minvermogenend geacht wanneer zijn middelen of die van de personen die fiscaal hem ten laste hebben of die in zijn onderhoud voorzien, het door de regering vastgestelde bedrag niet overschrijden. Deze stelt de criteria vast voor de bepaling van de hoogte van deze studietoelagen en bepaalt de voorwaarden en nadere regels voor de toekenning van deze toelagen.

Art. 5. Een minvermogenend leerling in het secundair onderwijs kan aanspraak maken op een studietoelage voor het lopende schooljaar indien hij een attest voorlegt waaruit blijkt dat hij regelmatig is ingeschreven in zijn studiejaar bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting voor secundaire onderwijs met volledig leerplan.

Een minvermogenend student in het hoger onderwijs kan aanspraak maken op een studietoelage voor het lopende academiejaar als hij een bewijs van definitieve inschrijving kan voorleggen in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling voor hoger onderwijs voor een initiële opleiding die tot een academische bachelor- of mastergraad leidt, of voor een initiële opleiding die tot de academische graad van geaggregeerde leidt van het hoger secundair onderwijs.

De studietoelage mag alleen worden gebruikt ter dekking van de kosten in verband met het onderhoud van de leerling of student en de door hem gevolgde studie. Deze middelen mogen niet in beslag worden genomen voor schulden die de leerling, de student of hun wettelijke vertegenwoordiger hebben gemaakt en die geen verband houden met deze doeleinden.

Art. 6. Een leerling of student kan voor eenzelfde school- of academiejaar slechts één studietoelage ten laste van de Franse Gemeenschap ontvangen. Bovendien kan hij deze toelage, voor hetzelfde school- of academiejaar, niet cumuleren met een door een ander land toegekende studietoelage.

Studietoelagen worden uitbetaald in het lopende school- of academiejaar.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraag, nietigverklaring en terugvordering van een studietoelage*

Art. 7. De aanvraag om studietoelageverlening wordt door de leerling of student of door zijn wettelijke vertegenwoordiger ingediend bij de administratie die bevoegd is voor de studietoelagen, tussen 1 juli en 31 oktober van het betrokken school- of academiejaar, behalve in uitzonderlijke gevallen die door de regering worden bepaald.

De leerling of student of zijn wettelijke vertegenwoordiger is het enige aanspreekpunt voor het beheer en de follow-up van de aanvraag van de studietoelage.

Na overlegging van een beschikking van de gezins- en jeugdrechtbank kan de persoon die in het onderhoud van de leerling of student voorziet, indien de wettelijke vertegenwoordiger dit niet doet, een aanvraag indienen voor een studietoelage.

De beslissingen over de aanvraag worden genomen binnen drie maanden na de datum van voltooiing van het dossier en worden door de voor de studiefinanciering verantwoordelijke administratie onverwijld ter kennis van de betrokkene gebracht.

Art. 8. § 1. De regering verklaart de beslissing tot toekenning van de studietoelage nietig, indien de begunstigde bij de toekenning van de studietoelage niet aan een van de in dit decreet en de uitvoeringsbesluiten gestelde voorwaarden voldeed of indien hij de toelage heeft verkregen op grond van bewust onjuiste, tegenstrijdige of onvolledige verklaringen.

In dergelijke gevallen wordt het volledige bedrag van de studietoelage gevorderd.

Er wordt een rente van 12% aangerekend indien de begunstigde de studietoelage heeft verkregen op basis van bewust onjuiste, tegenstrijdige of onvolledige verklaringen. Zij wordt toegepast vanaf de eerste van de maand die volgt op de datum van ontvangst van de studietoelage.

§ 2. De regering trekt de beslissing tot toekenning van de studietoelage in, wanneer de begunstigde zijn studie zonder gegronde reden afbreekt.

In dit geval betaalt de begunstigde de ontvangen studietoelage terug naar rata van de volgende percentages:

- 80% van het bedrag van de toegekende studietoelage wanneer de studie vóór 1 januari volgend op het begin van het beoogde school- of academiejaar wordt stopgezet;

- 50% van het bedrag van de toegekende studietoelage wanneer de studie na 1 januari wordt stopgezet.

Onder "gegronde reden" wordt verstaan:

- het overlijden van de begunstigde;

- het overlijden van een van de personen die in zijn onderhoud voorziet of hem om belastingdoeleinden als persoon ten laste heeft aangemerkt;

- het verlies van de hoofdbetrekking, zonder dat enige vergoeding wordt betaald, of de beëindiging van iedere winstgevende bezigheid door de begunstigde of door een van de personen die hem onderhouden of hem om belastingdoeleinden als ten laste komend hebben aangemerkt;

- de begunstigde of een van de personen die in zijn onderhoud voorzien of die hem om belastingdoeleinden als persoon ten laste hebben aangegeven, gedurende ten minste dertig opeenvolgende dagen werkloos is;

- de ziekte van de begunstigde of van een van de personen die hem ten laste hebben of fiscaal te zijnen laste hebben verklaard, gestaafd door een medisch attest, waardoor hij het school- of academiejaar niet kan voltooien.

§ 3. De beslissing tot nietigverklaring en de daaropvolgende aanvraag om terugbetaling worden de schuldenaar per aangetekend schrijven ter kennis gebracht, met vermelding van:

- verrichte betalingen en hun datums;

- de gronden waarop terugbetaling wordt verlangd;

- het totaal gevorderde bedrag;

- de termijn waarbinnen de terugbetaling moet geschieden.

§ 4. Overeenkomstig artikel 54 van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, kunnen aan de begunstigde betalingsfaciliteiten worden toegekend.

Art. 9. De administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en invordering van fiscale en niet-fiscale schulden is ambtshalve belast met het nastreven, overeenkomstig de bepalingen van de Wet op de Staatseigendommen van 22 december 1949, van de gehele of gedeeltelijke invordering van de gevorderde studietoelagen.

Art. 10. De door de met de studietoelagen belaste administratie onverschuldigd betaalde bedragen worden definitief door de begunstigten teruggevorderd, voor zover zij niet verkregen zijn door frauduleuze handelingen of opzettelijk onjuiste, tegenstrijdige of onvolledige aangiften, indien de terugbetaling niet wordt gevorderd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van de eerste januari van het begrotingsjaar waarop de uitgave is aangerekend.

HOOFDSTUK III. — *Klachten en beroepsprocedures*

Art. 11. De leerling of student of zijn wettelijke vertegenwoordiger die elke beslissing van de regering met betrekking tot de uitvoering van dit decreet betwist, kan bij deze laatste klacht indienen door zich te richten tot de administratie waarvan het adres vermeld staat op de website gewijd aan de studietoelagen en in de administratieve brieven.

Na overlegging van een beschikking van de Familierechtbank en de Jeugdrechtbank kan de persoon die in het onderhoud van de leerling of student voorziet, de vordering indienen indien de wettelijke vertegenwoordiger dit niet doet.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de klacht, naar behoren gemotiveerd, per aangetekende brief worden ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De regering neemt binnen dertig dagen na ontvangst een beslissing over de klacht. Haar beslissing wordt per aangetekende brief meegeedeeld.

Art. 12. § 1. Als de klacht wordt afgewezen, kan de leerling of student, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, beroep aantekenen bij de Commissie van Beroep voor de studietoelagen. Deze laatste heeft de status van een onafhankelijke administratieve autoriteit.

Na overlegging van een beschikking van de Familierechtbank en de Jeugdrechtbank kan de persoon die in het onderhoud van de leerling of student voorziet, bij gebreke van de wettelijke vertegenwoordiger, het beroep instellen.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het met redenen omklede beroep bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen dertig dagen na de kennisgeving van de in artikel 11, lid 4, bedoelde beslissing.

Wanneer een klacht wordt ingediend bij de bemiddelaar die de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest gemeen hebben, binnen de in lid 3 bedoelde termijn, wordt deze termijn geschorst.

Het overblijvende gedeelte van deze termijn gaat hetzij in op het moment waarop de eiser in kennis wordt gesteld van de beslissing om de klacht niet te behandelen of af te wijzen, hetzij bij het verstrijken van een termijn van een maand vanaf de indiening van de klacht, indien de beslissing niet eerder is genomen.

De Commissie van beroep voor de studietoelagen bestaat uit:

1. een magistraat, voorzitter;
2. een vertegenwoordiger van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
3. een vertegenwoordiger van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
4. een vertegenwoordiger van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;
5. een vertegenwoordiger van het niet-confessionele gesubsidieerde vrij onderwijs;
6. twee vertegenwoordigers van de minister bevoegd voor de studietoelagen;
7. twee vertegenwoordigers van de representatieve studentenorganisaties.

De in de punten 2°, 3°, 4°, 5° en 7° genoemde leden worden bij voorrang gekozen uit de leden van de raad voor de toelagen voor het hoger onderwijs.

De leden vermeld onder punt 6° mogen niet deel uitmaken of hebben uitgemaakt van de administratie belast met de studietoelagen.

De voorzitter en de leden van de Commissie van Beroep voor de studietoelagen worden door de regering benoemd.

Het mandaat van de leden is hernieuwbaar. De ambtstermijn bedraagt vijf jaar, behalve voor de vertegenwoordigers van de representatieve studentenorganisaties, voor wie deze twee jaar bedraagt.

Bij overlijden of ontslag van de voorzitter of een lid maakt de vervanger de ambtstermijn van zijn voorganger af.

Voor het onder punt 1 genoemde lid worden twee plaatsvervangers benoemd. Voor elk ander lid van de Commissie van beroep voor studietoelagen wordt een plaatsvervanger benoemd.

Het secretariaat van de beroepscommissie wordt gevoerd door een ambtenaar van de administratie die bevoegd is voor de studiefinanciering. Hij zetelt zonder stemrecht.

De regering stelt de procedure en het functioneren van de Commissie van beroep voor studietoelagen vast.

HOOFDSTUK IV. — *De administratie belast met de studietoelagen*

Art. 13. De administratie die belast is met de studietoelagen kan alle nuttige inlichtingen inwinnen voor de toepassing van dit decreet.

HOOFDSTUK V. — *De Hogere Raad voor studietoelagen*

Art. 14. § 1. Er wordt een Hogere Raad voor de studietoelagen ingesteld, die tot opdracht heeft op eigen initiatief of op aanvraag van de regering advies uit te brengen over aangelegenheden betreffende de studietoelagen.

De Hogere Raad voor de studietoelagen wordt in alle gevallen geraadpleegd:

- 1° betreffende het algemene beleid inzake studietoelagen;
- 2° over ontwerpen tot wijziging van decreten of reglementen betreffende de studietoelagen.

In dergelijke gevallen brengt de Hogere Raad voor de studietoelagen zijn advies uit binnen 60 dagen na ontvangst van een verzoek om advies.

Om redenen van met redenen omklede dringendheid kan de regering om een advies binnen een kortere termijn verzoeken.

§ 3. De Hogere Raad voor de studietoelagen bestaat uit:

- 1° twee vertegenwoordigers van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 2° twee vertegenwoordigers van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 3° a) drie vertegenwoordigers van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;
b) een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;

- 4° een vertegenwoordiger van de ouderverenigingen van het gesubsidieerd officieel secundair onderwijs;
- 5° een vertegenwoordiger van de ouderverenigingen van het gesubsidieerd vrij secundair onderwijs;
- 6° drie vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de studenten, waaronder één voor de universiteiten, één voor de hogescholen en één voor de hogere kunstscholen;
- 7° twee vertegenwoordigers van de Commission Vie étudiante, démocratisation et affaires sociales (CoVEDAS) van ARES die geen vertegenwoordiger zijn van representatieve studentenorganisaties;
- 8° de ambtenaar-generaal belast met de studietoelagen of zijn vertegenwoordiger.

Voor elk lid van de Hogere Raad voor de studietoelagen wordt een plaatsvervanger benoemd.

De regering benoemt de werkende leden en de plaatsvervangende leden en, onder de werkende leden bedoeld in de punten 1° tot 3°, een voorzitter en twee ondervoorzitters.

Het secretariaat van de Hogere Raad voor de studietoelagen wordt waargenomen door een ambtenaar van de administratie die belast is met de studietoelagen.

Het mandaat van de leden is hernieuwbaar. De ambtstermijn bedraagt vijf jaar, behalve voor de vertegenwoordigers van de representatieve studentenorganisaties, voor wie deze twee jaar bedraagt.

Het lid dat wordt benoemd ter vervanging van een overleden of aftredend lid, maakt de ambtstermijn van zijn voorganger af.

Afhankelijk van de agendapunten kan de Hogere Raad voor de studietoelagen in het kader van zijn opdrachten deskundigen uitnodigen.

§ 4. De Hogere Raad voor de studietoelagen wordt door zijn voorzitter bijeengeroepen, hetzij op verzoek van de regering, hetzij op verzoek van een derde van zijn leden.

De oproeping gaat samen met de agenda.

De regering keurt het huishoudelijk reglement van de Hogere Raad voor de studietoelagen inzake studietoelagen goed.

HOOFDSTUK VI. — *Jaarverslag*

Art. 15. De administratie die belast is met de toekenning van studietoelagen maakt jaarlijks een verslag bekend over haar werkzaamheden en die van de raad van beroep en de Hogere Raad voor de studietoelagen.

HOOFDSTUK VII. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 16. Persoonsgegevens worden verwerkt ten behoeve van de uitvoering van dit decreet.

De administratie die belast is met de toekenning van studietoelagen is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens.

De verwerkte gegevens zijn persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, zoals de identificatiegegevens van de aanvrager, de begunstigde en de leden van het huishouden, de gegevens betreffende het diploma van de leerling of student, en de fiscale en bankgegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag.

Gegevens in dossiers over studietoelagen worden bewaard gedurende 7 jaar vanaf de datum van de aanvraag van een studietoelage.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 17. Voor de studietoelagen met betrekking tot het school- en academiejaar 2021-2022 wordt het voordeel van een studietoelage uitgebreid tot Belgische leerlingen die in het buitenland studeren op voorwaarde dat:

1° ofwel deze studies door de bevoegde onderwijsinstanties van het betrokken land erkend worden als studies van secundair onderwijs en ze bekrachtigd worden door een diploma van een niveau dat gelijkwaardig is aan dat van een diploma uitgereikt door inrichtingen van secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, en dat niet bij deze inrichtingen kan worden behaald;

2° ofwel deze studies gevolgd worden in een buitenlandse inrichting voor secundair onderwijs die dicht bij zijn woonplaats ligt dan een inrichting voor secundair onderwijs in de Franse Gemeenschap die studies met een vergelijkbaar doel aanbiedt.

Voor de studietoelagen voor het school- en academiejaar 2021-2022 wordt het voordeel van een studietoelage uitgebreid tot Belgische studenten die in het buitenland studeren op voorwaarde dat:

1° ofwel deze studies erkend worden als studies van het hoger onderwijs met volledig leerplan door de overheden van het betrokken land die bevoegd zijn voor het hoger onderwijs en zij bekrachtigd worden met een diploma van hoger onderwijs van een niveau dat gelijkwaardig is aan het diploma dat aan het einde van een initiële bachelor- of masteropleiding wordt uitgereikt door de door de Franse Gemeenschap erkende instellingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan en dat niet kan worden behaald bij de genoemde instellingen;

2° ofwel deze studies gevolgd worden bij een buitenlandse instelling van hoger onderwijs die dicht bij zijn woonplaats is gelegen dan een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan in de Franse Gemeenschap die studies met een vergelijkbaar doel aanbiedt.

Art. 18. Voor de studietoelagen met betrekking tot het school- en academiejaar 2021-2022 en de voorafgaande jaren zijn de nadere regels voor terugbetaling die bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1991 tot vaststelling van de nadere regels voor de terugbetaling van de studietoelagen.

Art. 19. Artikel 15 van het decreet tot regeling van de studietoelagen voor de Franse Gemeenschap, dat op 7 november 1983 werd gecoördineerd, blijft van toepassing tot 31 december 2021.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 20. De wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen wordt opgeheven.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 16 november 1972 tot vaststelling van de verschillende studieniveaus wordt opgeheven.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 17 mei 1977 tot uitbreiding van het voordeel van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen aan leerlingen en studenten die in het buitenland studeren, wordt opgeheven.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 17 mei 1977 tot uitbreiding van het voordeel van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en leningen aan sommige categorieën van buitenlandse leerlingen en studenten die in België verblijven en studeren, wordt opgeheven.

Art. 24. Het decreet van 8 juni 1983 waarbij aan gezinnen met ten minste drie ten laste komende kinderen studieleningen werden toegekend, wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning en de terugbetaling van de studieleningen bestemd voor gezinnen met ten minste drie kinderen ten laste, wordt opgeheven.

Art. 26. Het decreet houdende regeling van de studietoelagen voor de Franse Gemeenschap, gecoördineerd op 7 november 1983, wordt opgeheven.

Art. 27. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 betreffende de toekenning van studietoelagen aan de studenten van de Koninklijke Muziekconservatoria en van het Instituut voor Kerkmuziek en Muziekpedagogie wordt opgeheven.

Art. 28. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1991 tot vaststelling van de nadere regels voor de terugbetaling van de studietoelagen wordt opgeheven.

Art. 29. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 augustus 1994 tot vaststelling van de pedagogische voorwaarden voor de toekenning van studietoelagen aan leerlingen van het bijzonder secundair onderwijs wordt opgeheven.

Art. 30. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2021, met uitzondering van de artikelen 2, derde en vierde paragraaf, en 8, tweede paragraaf, die in werking treden op 1 juli 2022, uitsluitend voor de studietoelagen met betrekking tot het school- en academiejaar 2022-2023 en volgende jaren, en van artikel 12, eerste paragraaf, dat in werking treedt op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 november 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 298-1. - Commissieamendement(en), nr. 298-2. - Commissieverslag, nr. 298-3. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 298-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 november 2021.